



Déclaration du SNUipp-FSU à la CAPD du 01 février 2013

Monsieur le Directeur Académique,

Une des principales sources de préoccupation des collègues dans les écoles aujourd'hui est la question des rythmes scolaires. Si le SNUipp-FSU a fermement dénoncé « la semaine Darcos » avec ses journées alourdies, elle n'est pas pour autant favorable au bricolage actuel du décret relatif à l'aménagement du temps scolaire, qui n'offre aucune garantie d'un accueil périscolaire gratuit et de qualité pour tous, dont les évolutions pour les élèves restent marginales et qui n'offre aucune garantie pour ceux qui sont en première ligne dans la mise en œuvre de cette réforme : les enseignants.

Une nouvelle organisation des temps scolaires est nécessaire mais c'est d'une toute autre réforme dont les écoles ont besoin.

De plus, le SNUipp-FSU a toujours estimé qu'une telle réforme devait concilier réussite des élèves et conditions de travail des enseignants. Les problématiques liées au temps des uns et des autres doivent être envisagées de façon conjointe.

Pour le SNUipp-FSU, la réforme ne peut pas se faire sans, voire contre les enseignants, et ils doivent par conséquent être consultés notamment dans les conseils d'école.

Nous réitérons également notre demande de convocation d'un CDEN afin de discuter des rythmes scolaires dans notre département avec les représentants des personnels, des parents d'élèves, des associations complémentaires et des élus.

Cette réforme va également avoir des conséquences en terme de mutation des personnels, pour les collègues à temps partiels, les collègues remplaçants, les titulaires de secteur. Nous souhaitons savoir ce que vous avez prévu de mettre en place pour que les collègues puissent faire leurs vœux en toute transparence. Il n'est pas envisageable que les opérations de mouvement se déroulent sans que les collègues aient connaissance de l'organisation du temps scolaire adoptées par les différentes écoles. Nous avons toutes les raisons de craindre que dans ce contexte, les opérations de mouvement seront une source supplémentaire d'inquiétudes dans les écoles.

Pour toutes ces raisons, le SNUipp-FSU pense que la réforme des rythmes scolaires doit être reportée et que le décret doit être réécrit de façon concertée.

Nous avons également été interpellés par de nombreuses écoles sur la question du remplacement, toujours difficile dans notre département mais particulièrement problématique depuis la rentrée. Même l'arrivée des professeurs stagiaires n'a pas permis les remplacements à la hauteur des besoins des écoles. Cela est très compliqué à gérer au quotidien par les équipes et nous souhaitons savoir quelles solutions vont être apportées.

De même, l'absence de personnels RASED dans de nombreuses écoles, ou en nombre insuffisant laisse les équipes démunies face à la difficulté scolaire des enfants les plus fragiles.

Toutes ces questions, auxquelles s'ajoutent des effectifs beaucoup trop élevés contribuent à rendre difficiles les conditions de travail des personnels et d'apprentissage des élèves.

Lors de la mobilisation d'hier, les enseignants ont témoigné du trouble existant aujourd'hui dans les écoles. Ils ont été maltraités ces dernières années et ils attendent légitimement de la considération, de la confiance, et une reconnaissance de leur engagement

professionnel au service de la réussite des élèves. Beaucoup d'efforts leur sont aujourd'hui demandés sans que leurs revendications en terme d'amélioration des conditions de travail et de pouvoir d'achat n'obtiennent de réponses concrètes. Pour le SNUipp-FSU, il faut maintenant que des discussions soient engagées et que des propositions "concrètes" soient mises sur la table. C'est pour cela aussi que nous serons en grève et dans la rue le 12 février.